

PV DE LA CONCERTATION LOCALE DU 09 JUIN 2015

Membres de droit : 7 membres présents :

Ville de Bruxelles :

- Madame Faouzia Hariche : Echevine de l'Instruction publique, de la Jeunesse et de la petite enfance, en charge de la cohésion sociale ;
- Madame Faten Alamat : Cheffe de Cabinet de Madame Faouzia Hariche ;
- Madame Asma Ben Amar et Monsieur Karim Bouhout : Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles

CoCoF :

- Monsieur Philippe Sterckx, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale
- Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale

CRACS :

- Monsieur Alexandre Ansay, Coordinateur au Centre Régional d'Appui en Cohésion Sociale

Membres (opérateurs) : 30 membres présents ou représentés : AMO de NOH, Caria, Centre social du Béguinage, Centre TEFO, Centre de réflexion Francisco Ferrer, Chom'Hier, Club de Jeunesse, Don Bosco Téléservice, Double Sens, EmecoJ, Entraide, Entraide Bruxelles, Entraide des Marolles, Formosa, Foyer des jeunes des Marolles, Groupe d'Entraide scolaire de Laeken, Interpôle, Jeunesse à Bruxelles, Joseph Swinnen, Les Amis des bibliothèques de la Ville de Bruxelles, Les Ateliers du Soleil, Les Ateliers populaires, Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente, Maison des jeunes le 88, Maison des Associations, MJ Avenir, MJ NOH, Mini-Anneessens, Progrès.

Par procuration : Le Colombier, Arthis.

Membres associés (bénéficiant du FIPI) : 2 membres présents : Bruxelles Laïque, Eurêka ! Aide et soutien.

Membres invités (nouveaux opérateurs et partenaires) : 5 membres présents : Cultures et Santé, Bruxelles-Enseignement, Lire et Ecrire Bruxelles, Prévention Jeunes Bruxelles, BRAVVO.

Excusés : ASE Anneessens, Centre Bruegel.

Absents : L'Amorce, Centre Comète, Centre Culturel Bruxelles Nord-Maison de la création, Inférences, Job Office, Mission Locale.

Ordre du jour :

1. Approbation du PV de la concertation locale du 6 février 2015
2. Présentation de la proposition communale pour le contrat communal de cohésion sociale (2016-2020)
3. Avis de la concertation et approbation de la proposition de contrat communal
4. Divers

1) Approbation du PV de la concertation locale du 6 février 2015

Le PV de la concertation locale du 06 février est adopté à l'unanimité et sans aucune remarque.

2) Présentation de la proposition pour le contrat communal de cohésion sociale (2016-2020)

Madame Faouzia Hariche fait part de ce qui a prévalu à la confection de la proposition communale :

- La prolongation des projets qui ont été évalués positivement.
Seul deux projets ne sont pas reconduits :
 - o *Club de Jeunesse* : évaluation du projet globalement négative ;
 - o *Les Amis des bibliothèques de la Ville de Bruxelles* : le projet est de qualité mais n'entre plus dans les critères prioritaires tels que repris dans l'appel à projets.
- L'augmentation des petites enveloppes budgétaires des associations intégrées dans le dispositif lors du précédent quinquennat : *Caria*, *Don Bosco Télé-Service*, *Centre social du Béguinage*, *Foyer des jeunes des Marolles*, *Interpôle*, *Mini-Anneessens* et *Entraide* : maintien du budget faisant suite au renon de l'ASBL *Le Toucan*).
- L'augmentation d'autres projets évalués très positivement :
 - o *Double sens* en raison de l'extension de son champ d'activités : reprise du soutien scolaire au *Centre Dolto* (Contrat de quartier Jardin aux fleurs) ;
 - o *Entraide Bruxelles* en raison de l'extension de sa capacité d'accueil vu ses nouveaux locaux et de la mixité de genre au sein de son public déjà effective ;
 - o *Le Groupe d'Entraide scolaire de Laeken* en raison du travail important que l'association abat sur Laeken qui connaît une croissance démographique importante.
 - o *Jeunesse à Bruxelles* pour la coordination locale mais reste en deçà des 10% autorisés.
- Le soutien à de nouvelles initiatives principalement situées dans des quartiers peu desservis en cohésion sociale : *Amorce* (Outre-pont), *Eurêka ! Aide et soutien* (Meiboom) et *Prévention Jeunes Bruxelles* (Nord) + *Cultures et Santé* qui était repris dans le 1^{er} quinquennat.
- Certains projets n'ont pas été retenus :
 - o *La Mission locale pour l'Emploi de Bruxelles-Ville* ne rencontrait pas les critères de l'alphabétisation et son public était exclusivement des demandeurs d'emploi,
 - o *Job Office* dessert exclusivement les bénéficiaires du CPAS,
 - o Le projet d'*Inférences* n'est pas encore effectif,
 - o *Siloé Centre Comète*, par manque de moyens et étant donné que le quartier est déjà desservi en projets de cohésion sociale.
- Pour information *Bruxelles-Enseignement* reprend les projets actuels de deux associations : *Centre de Réflexion Francisco Ferrer* et *Jeunesse à Bruxelles*.

3) Avis de la concertation et approbation de la proposition de contrat communal

Chom'hier AID : exprime sa déception. L'association a introduit deux projets, l'un d'alphabétisation et qui est actuellement soutenue par le contrat communal, l'autre pour le soutien scolaire primo-arrivant, actuellement soutenue dans le cadre du contrat régional. Les moyens octroyés ne permettent pas la reconduction du soutien scolaire primo-arrivant ce qui mettra fin à cette action et contraint l'association à licencier une personne (mi-temps) alors qu'elle répond à l'ensemble des critères :

- Les critères prioritaires attirent l'attention sur les jeunes arrivés récemment en Belgique ;
- L'appel à projets précise que les projets qui travaillent avec des publics 'vulnérables' seront priorités. C'est le cas des primo-arrivants ;
- les mixités sociale et culturelle sont complètement acquises à la Chom'Hier ;
- Enfin, la cohésion sociale sous-tend un socle de principes et de valeurs fraternels. Il est dommage que les associations attentives à ces valeurs soient écartées pour des questions de moyens financiers. D'autant que le quartier de Laeken est sujet à une excroissance démographique.

Madame Hariche : comprend la déception du responsable et aurait préféré contenter tout le monde. Néanmoins, elle rappelle qu'en ce qui concerne le contrat communal, le projet de la Chom'Hier ayant été évalué positivement, le montant a été reconduit (avec une légère augmentation de 400 euros). Il était impossible pour la Ville de compenser avec une enveloppe identique (en légère diminution) les montants non reconduits par la Région.

Madame Hariche a elle-même fait part de l'augmentation de la population Laekenoise et les moyens affectés aux associations du quartier ont été augmenté même si ce n'est pas La *Chom'Hier* qui en a bénéficié. Quant au public particulier des primo-arrivants, les autres associations ne les accueillent pas exclusivement mais ils font partie des publics desservis.

Entraide des Marolles salue l'effort consenti en direction des petits projets (+/- 15.000 euros) ainsi que l'accueil des nouvelles initiatives. Il demande ce que deviennent les projet d'*Emecoj* et de la *Ribambelle*. Il émet le regret que les moyens disponibles auraient pu être davantage répartis entre les projets évalués positivement.

Madame Hariche : *Emecoj* et la *Ribambelle* n'ont pas introduit de projet, pour le reste : « choisir c'est renoncer ! ».

La Coordination locale rappelle qu'en principe le vote est accordé exclusivement aux membres-opérateurs actuels du contrat communal. Néanmoins, les autorités de la Cocof en concertation avec les autorités communales décident d'accorder le vote à toutes les associations qui ont introduit un projet dans le cadre de cet appel à projet.

Peuvent donc voter :

- les 30 membres présents ou représentés,
- Cultures et Santé,
- Bruxelles-Enseignement
- Prévention Jeunes Bruxelles
- Eurêka ! Aide et soutien

Le quorum étant atteint, la proposition communale est soumise au vote et adoptée :

- 30 voix en faveur de la proposition communale
- 2 contre la proposition communale : *Club de Jeunesse & Chom'Hier AID*
- 2 abstentions : *Entraide des Marolles & Joseph Swinnen*

Motifs des refus et des abstentions :

Club de Jeunesse : l'évaluation globale du projet est négative mais le *Club de Jeunesse* a justement tenu compte des commentaires émis lors de la dernière visite avant d'introduire le projet actuel.

Entraide des Marolles et la **Chom'hier AID** se sont déjà exprimés.

Monsieur Sterckx fait un point sur la suite de la procédure. L'avis de la concertation locale sera transmis au *Conseil consultatif de la cohésion sociale*. Il émettra à son tour un avis avant de le transmettre au Ministre compétent qui présentera l'ensemble des projets communaux au Collège de la CoCoF (juillet 2015). Les associations qui s'estiment lésées ont le droit d'introduire un recours dans les 15 jours qui suivent la notification du PV de la présente concertation. Ces associations enverront leur courrier à l'attention du Ministre compétent ainsi qu'une copie à l'administration de la Cocof (éventuellement à la coordination). Ils seront entendus par la Commission de recours qui statuera sur le bienfondé des motifs invoqués.

4) Divers

Entraide des Marolles interpelle sur l'avenir du *Fonds d'Impulsion à la politique des immigrés*.

Monsieur Sterckx : rassure l'ensemble des acteurs associatifs en indiquant que ce fonds est désormais pérenne. La dernière réforme de l'Etat a transféré ces moyens aux Communautés, puis, à la Cocof. Désormais, ce fonds est centralisé. En ce qui concerne l'avenir du Fipi, l'année 2015 est une année de transition. La Cocof n'a pas voulu toucher au dispositif pour éviter une collision avec la cohésion sociale (montants identiques et critères antérieurs préservés). Dès 2016, il y aura une refonte du dispositif autour de deux axes :

- Soutien structurel à la politique de cohésion sociale (complément de moyens et ouverture plus large sur les projets) ;
- Capacité 'd'impulsion' permettant l'émergence de nouveaux projets avec une légère modification : soutien pluriannuel qui vise à consolider davantage les projets.

En ce qui concerne 2015, les moyens octroyés aux associations couvrent l'année dans son entièreté même si les normes européennes restreignent les procédures justificatives (le budget court jusqu'au 31 décembre 2015)

Entraide des Marolles demande si dans l'attente de l'appel à projets 2016, ils doivent fonctionner sur fonds propres à partir de janvier ?

Monsieur Sterck : il est compliqué de s'atteler à des réformes importantes tout en garantissant aux associations que les moyens seront disponibles dès janvier. La Cocof veut avancer sur des bases solides, cela réclame du temps.

La séance est levée à 10h30.
